RENCONTRE DE L'OPEP EN SEPTEMBRE À ALGER

Une réunion informelle et un accord improbable

L'annonce de la tenue, en septembre prochain, à Alger, d'une réunion informelle des pays producteurs de pétrole de l'Opep a donné des espoirs au marché pétrolier et les prix du baril frôlent, à l'heure actuelle, les 50 dollars. Bien qu'elle ne soit pas contraignante, cette rencontre, en marge d'un forum sur l'énergie, donne lieu à un espoir de voir les principaux pays producteurs s'entendre sur un gel de la production… même si, en l'état actuel des choses, un hypothétique accord dans ce sens est très improbable.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Les Saoudiens sont en train d'exercer une forte pression sur l'Iran en vue de l'amener à réduire sa production et permettre ainsi au marché de retrouver un semblant d'équilibre qui, souvent, est mis à mal. Mais Téhéran ne compte pas se laisser faire et maintient sa volonté d'augmenter sa production aux mêmes niveaux d'avant l'instauration des sanctions occidentales.

La réunion informelle annoncée pour fin septembre à Alger pourrait bien n'être qu'un remake de celle de Doha en avril dernier, qui a vu les principaux producteurs échouer à trouver un accord pour le gel de la production. Il reste que la réunion d'Alger pourrait permettre à certains producteurs de se ressaisir surtout que les Saoudiens ont commencé à sentir les déficits, estime l'expert Mohamed Saïd Beghoul.

«Peut-être assistera-t-on à un passage vers un autre quota ou alors verrons-nous diminuer la production, cependant cela m'étonnerait que l'on procède à la réduction de la production. Je pense que la réunion va ressembler à celle d'avril à Doha et celle de l'Opep de juin 2016 à Vienne», tranche notre interlocuteur. Mais alors pourquoi convoquer une réunion qui, au final, ne servira pas à grand-chose, sinon à rien ?

D'après M. Beghoul, les Saoudiens insistent en quelque sorte pour que tout le monde «soit de la partie» et marche dans leur stratégie. «Cela n'a pas marché pour avril et juin, parce que l'Iran n'a pas voulu suivre, maintenant ils insistent encore et mettent la pression sur ce pays», relève-t-il.

Si l'Iran va diminuer sa production ou que l'Arabie Saoudite diminue la sienne, les prix du baril peuvent augmenter. Cependant, cet expert exclut toute possibilité de voir l'Iran céder à la pression des Saoudiens. «Les Iraniens sont décidés à améliorer leur économie qui ne passe sûrement pas par une réduction de la production. Ce qui veut dire que les Iraniens persisteront dans leur position d'augmenter la production aux niveaux d'avant l'embargo occidental», insiste-t-il.

Les Saoudiens, le vrai problème de l'Opep

De son côté, Nazim Zouiouèche, ancien P-dg de la Sonatrach, estime que la réunion d'Alger, bien qu'informelle, reste qu'elle peut avoir son importance. Dans ce sens, il dira que «le risque est qu'elle soit un remake de la réunion de Doha» qui s'est soldée par un échec quant au gel de la production de l'Opep, à la différence que, cette fois-ci, les Russes seraient présents. Et les Iraniens ? «Ceux-ci n'ont pas annoncé, du moins à ma connaissance, leur présence à Alger. Il reste qu'ils ont toujours dit qu'à partir du moment où ils s'étaient mis d'accord sur la question du nucléaire (accord avec l'Occident, Ndlr), ils devaient augmenter leur production parce qu'ils avaient subi des préjudices pendant les sanctions occidentales».

De l'avis de M. Zouiouèche, plus que les Iraniens, ce sont les Saoudiens qui posent véritablement problème au sein de l'Opep. «Comme l'Arabie Saoudite est le plus gros producteur de pétrole au sein de l'Opep, c'est elle qui joue le rôle de swing producer, c'est-à-dire celle qui fait les équilibres, et depuis qu'elle a décidé de maintenir sa production élevée quels que soient les prix, cela a fait échouer la réunion de Doha», note-t-il.

Photos : DR

La réunion d'Alger permettra-t-elle à certains producteurs de se ressaisir ?

Les Saoudiens exigent que les Iraniens réduisent d'abord leur production pour qu'ils s'y mettent eux aussi. M. Zouiouèche souligne que même avant que les Iraniens n'annoncent leur intention d'augmenter leur production au lendemain des accords sur le nucléaire, les Saoudiens, eux, avaient décidé de maintenir leur production très élevée pour conserver leurs parts de marché.

La réunion de septembre à Alger pourrait, selon Zouiouèche, «au moins confirmer le niveau de 50 dollars le baril», en attendant la réunion officielle du cartel, en novembre, qui viendra probablement conforter ce qui sera décidé à Alger le mois de septembre. «J'ose espérer qu'il y ait, au moins, des intentions d'accord qui peuvent fouetter quelque peu le marché et faire remonter les prix», conclut M. Zouiouèche.

Y. D.

12e JOUR DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU POLISARIO ET DE LA RASD

La résistance pacifique c'est bien, et après… ?

Les militants du Polisario et les cadres de la RASD ont abordé, hier, le douzième et dernier jour des travaux – la matinée d'aujourd'hui sera consacrée aux festivités de clôture — de leur 7e université d'été qu'ils organisent depuis le 10 de ce mois à Boumerdès.

Le thème débattu hier est en relation avec la résistance pacifique comme alternative à la résistance armée. Il est clair que c'est la démarche voulue et décidée par le Polisario et soutenue par les Sahraouis. Mais en discutant avec des jeunes et certains moins jeunes, même lors des éditions passées de cette université, il apparaît que bien des Sahraouis, particulièrement la frange des jeunes, ne cachent plus leur impatience.

L'intervention, à titre individuel, de Mohamed Mustapha Tlimidhi, vice-président de cette université, sur le sujet est révélatrice. Tlimidhi questionnait le docteur Ammari Tahar-Eddine, enseignant du droit international à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou qui avait animé quelques minutes auparavant une conférence intitulée : «La résistance pacifique sahraouie et son impact politique et diplomatique.» «C'est vrai que la résistance pacifique est la meilleure arme des peuples civilisés, mais le Maroc fait ce qu'il veut. Ne viole-t-il pas les droits de l'Homme en massacrant femmes et enfants et violant et agressant nos femmes devant nos yeux ? Ne pille-t-il pas les richesses naturelles de notre pays ? N'a-t-il pas mis un dispositif militaire pour réprimer le peuple sahraoui et séparer notre pays en deux ? Or, pendant la confrontation armée, le Maroc ne faisait pas ce qu'il voulait. Il était défait. La lutte sahraouie était en position de force, dira Tlimidhi avant d'interpeller le conférencier. «Dites-moi docteur, est-ce qu'il y a un chemin que le Polisario n'a pas emprunté pour parvenir à recouvrer pacifiquement notre droit à l'autodétermination ?»

Le Maroc veut pousser les jeunes Sahraouis à la radicalisation.

Le choix des armes n'est pas facile

A la fin de sa conférence, nous avons interrogé le docteur Ammari sur ce que prévoit le droit international par rapport au droit de résistance d'un peuple.

«Dans le cas sahraoui, il y a deux choix de résistance : politique et diplomatique ou le retour aux armes. La résistance qui s'appuie sur la politique et la diplomatie, forme de résistance prévue dans le chapitre 6 de la Charte des Nations-Unies, préconise l'utilisation de tous les moyens pacifiques pour aboutir à un objectif dans le respect de toutes les normes du droit international. Sauf que dans la situation du peuple sahraoui qui a cessé la guerre en 1991 en vue de participer à un référendum d'autodétermination, ce vœu n'a pas été concrétisé en 25 ans d'attente. Par ailleurs, durant ces 25 ans, les notions de droit ont beaucoup évolué. Maintenant, le choix d'opter pour la solution militaire ou de continuer sur la voie politique et diplomatique devient compliqué», car il pense qu'il est nécessaire de tenir compte, avant d'opter pour le choix des armes, des stratégies internationales, notamment celles des puissances économiques et militaires, et de la situation sécuritaire mondiale. Selon lui, en tenant compte de la situation sécuritaire dans le Nord/Ouest de l'Afrique, quelque peu stable, si elle est comparée à celle qui prévaut dans la partie Est du continent, «reprendre les armes peut déstabiliser».

Une confrontation armée ne risque-t-elle pas d'être utilisée par le terrorisme international pour se greffer dans la région, s'inquiètent bon nombre d'observateurs. Il y a également le crime transnational organisé qui ne manquera pas de prospérer dans un climat instable», précisera Ammari. Celui-ci pense, en outre, que les puissances mondiales ne manqueront pas d'exploiter ces fléaux et l'instabilité qui en découlerait pour imposer leurs propres stratégies dans la région afin de protéger leurs intérêts politiques, diplomatiques et économiques.

Ammari est certain que le Maroc fait un travail de sape et développe ses capacités de nuisance pour pousser les jeunes Sahraouis à la radicalisation et qu'il ne faudrait pas que cette jeunesse sahraouie tombe dans le piège de la stratégie du Maroc qui a derrière lui la France qui a toujours d'énormes intérêts économiques dans la région.

Les Sahraouis victimes du déséquilibre des relations internationales

De son côté, Zarouri Haddouche Ouardia, enseignante de droit international à l'université de Tizi-Ouzou, qui a soutenu une thèse de doctorat sur la cause sahraouie pense que le peuple sahraoui est victime d'un déséquilibre entre le droit international et les relations entre les Etats. Elle explique que ce déséquilibre est défavorable au Polisario «les résolutions du Conseil de sécurité stipulent que ce peuple a droit à l'autodétermination. Pour faire aboutir ce droit, il est nécessaire d'organiser un référendum. Mais dans la réalité l'aboutissement de ce droit est obstrué par certains pays comme la France ou les Etats-Unis qui utilisent le droit de veto contre tout ce qui est favorable aux Sahraouis». Pour elle, la Communauté internationale doit s'inspirer, au sujet du Sahara occidental, de l'indépendance du Timor oriental, occupé par l'Indonésie et qui a fini par acquérir son indépendance grâce au soutien de l'Australie et de l'ex-Secrétaire général de l'ONU Kofi Anann.

Abachi L.